

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Poursuite du recensement général de l'agriculture

Georges-Maixent NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Donner à l'agriculture toute sa valeur. C'est l'objectif principal du Recensement général de l'agriculture (RGA) qui se déroule actuellement sur toute l'étendue du territoire. Samedi dernier, le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou, a effectué

une descente sur le terrain avec les agents recenseurs. D'abord au quartier Kinguelé. Puis, à Montaliér où il a échangé avec les chefs de ces zones de cette opération. Le RGA est une opération statistique qui permet de collecter, traiter et diffuser des données structurelles sur le secteur agricole et l'espace rural gabonais. Les données sont collectées auprès des ménages agricoles et dans les exploitations agricoles modernes. D'autres informations sont recueillies auprès des

communautés rurales.

Intérêt : améliorer la production et la diffusion des statistiques agricoles, en vue de répondre aux besoins en données pour le pilotage ou le suivi du Plan stratégique Gabon émergent à l'horizon 2025

Intérêt : améliorer la production et la diffusion des statistiques agricoles, en vue de répondre aux besoins en données pour le pilotage ou le suivi du Plan stratégique Gabon émergent à l'horizon 2025 (PSGE-Vision 2025), et des Objectifs du développement

durable (ODD).

Durant cette première phase, les agents doivent effectuer un dénombrement exhaustif de tous les exploitants ou ménages à vocation agropastorale et aquacole, selon l'approche modulaire du Programme mondial du recensement de l'agriculture 2020 recommandée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le RGA est financé par la Banque mondiale dans le cadre du Système national de développement des statistiques. Le dernier recensement de l'agriculture date des années 1972-1975.

Actuellement, le Gabon manque d'informations statistiques fiables, complètes et à jour nécessaires à la planification de son secteur rural et à la formulation des stratégies, des politiques et du suivi des réalisations.



Le ministre de l'Agriculture, Biendi Maganga Moussavou, échangeant avec une commerçante.

Brèves

GAZ. L'explorateur britannique Sound Energy a fait savoir que les autorités marocaines ont donné leur approbation à l'évaluation de l'impact environnemental de la construction de son projet de gazoduc dans l'Est du pays. Le conduit qui reliera une usine de traitement et une station de compression au gazoduc GME (Gazoduc Maghreb Europe) aura une longueur de 120 km. Le gazoduc GME est un conduit qui relie le célèbre champ algérien de Hassi R'Mel à Cordoue dans le sud de l'Espagne et est exploité par l'entreprise publique algérienne Sonatrach Spa et l'entreprise espagnole Enagas SA. Il traverse le Maroc.

PÉTROLE. Au Sénégal, le pétrolier britannique Cairn Energy vient d'annoncer que la décision finale d'investissement (DFI) pour le premier projet pétrolier du Sénégal a été prise. C'est une étape d'une grande importance vers le début de la production en 2023. Il faut rappeler que cette annonce survient après l'autorisation délivrée la semaine dernière par le gouvernement sénégalais pour l'exploitation du périmètre sur une durée de 25 ans.

PÉTROLE. En Angola, l'autorité de régulation du secteur pétrolier (ANPG) a déclaré que les producteurs italien Eni et français Total ont remporté trois blocs en offshore, parmi les 10 mis aux enchères en fin d'année dernière. L'annonce a été faite jeudi dernier. Entre autres, Eni et Total empochent ainsi les droits d'exploitation des blocs 28 et 29 respectivement dans le bassin offshore de Namibe, tandis que la société publique du pétrole Sonangol et les majors Equinor et BP ont remporté des participations plus modestes. Sonangol a obtenu une participation de 35 % dans le bloc 27, mais les 65 % restants sont toujours sur le marché.

Rassemblées par GMNN

Le diplôme d'expert-comptable anglo-saxon au Gabon

CM
Libreville/Gabon

Permettre aux étudiants et aux professionnels d'obtenir un diplôme d'expertise comptable agréé par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et reconnu à l'international: tel est l'objectif du partenariat tripartite scellé vendredi dernier à Libreville entre l'École supérieure de management à vocation professionnalisante Matass business school et l'Institut Maaron training. Accord signé dans le cadre des formations d'experts-comptables selon les normes anglo-saxonnes.

Pour Michel Aaron Feugueng, ce partenariat permettra aux étudiants, diplômés et professionnels gabonais, d'avoir accès aux formations et diplômes en expertise comptable d'origine anglaise et australienne, sans devoir quitter le pays.



Les fondateurs Guy Roger Mombo (gauche) et Michel Feugueng.

À travers l'Institut Maaron training, un Centre de formation professionnelle agréé par l'État camerounais, et spécialisé dans les métiers de la comptabilité et de la finance, les étudiants et professionnels qui rempliront les conditions d'éligibilité pourront obtenir un diplôme d'expertise comptable délivré par les ordres d'experts-comptables agréés par l'organisation kenyane KASNEB/ICPAK, qui est un ordre d'expertise-comptable anglo-saxon notamment.

L'école de management Matass

business school offrira quant à elle, une formation de sept mois aux étudiants et aux professionnels, niveau licence et master, sans expérience. " Les professionnels niveau master 2 avec une expérience professionnelle passeront par le processus VAE (Valorisation des acquis de l'expérience), d'une durée de deux mois, pour aboutir au diplôme ", précise Guy Roger Mombo, fondateur de Matass business school.